

16/01/2026

Guillaume Duval,
Conseiller sur l'avenir de
l'intégration européenne,
Institut Jacques Delors

BLOG — POST

Le pouvoir de dire non

Donald Trump bluffe. Le personnage est fantasque et difficilement prévisible mais il n'osera pas envoyer des troupes américaines envahir le Groenland. Ce serait pour lui une tout autre affaire en effet que d'envoyer des hélicoptères et de lancer quelques bombes sur Caracas.

I • Donald Trump bluffe

Non pas bien sûr parce que la résistance des troupes danoises serait plus redoutable que celle des troupes cubaines et vénézuéliennes qui gardaient le palais présidentiel de Nicolas Maduro. Mais parce que les conséquences politiques seraient beaucoup plus lourdes pour les États Unis en menaçant cette fois directement la survie même de l'alliance atlantique.

En politique intérieure ce serait aussi probablement nettement plus compliqué à faire passer. Les multiples actions militaires extérieures qu'il a mené ces derniers mois sont contraires à ses promesses de campagne et aux attentes de la base MAGA. Celle-ci souhaite avant tout que l'exécutif se concentre enfin, comme promis, sur l'amélioration des conditions de vie des Américains. Cela passe toutefois encore quand il s'agit de s'attaquer aux ennemis traditionnels des États-Unis, à l'Iran des mollahs, aux chavistes vénézuéliens... Mais s'attaquer aux Danois, un des plus fidèles alliés des États Unis, ce ne serait pas accepté. Le Sénat vient d'ailleurs déjà de signifier à Donald Trump qu'il faudrait en passer par le Congrès s'il voulait aller plus loin au Vénézuéla.

Donald Trump bluffe, comme il l'a toujours fait dans ses « deals » immobiliers, parce qu'il pense et espère que les Européens vont lui céder le Groenland sur le tapis vert au cours des prochaines semaines comme ils ont déjà cédé à presque toutes ses demandes de plus en plus exorbitantes depuis un an.



Et, malheureusement, au vu des réactions européennes sur l'affaire vénézuélienne, il a quelques bonnes raisons d'y croire... De plus, il sait bien que les Européens redoutent toujours très fortement qu'il laisse tomber l'Ukraine en arrêtant de fournir du renseignement ou d'autoriser la vente d'armements américains.

II • Les Européens disposent de plusieurs leviers d'action

Que peuvent faire les Européens pour éviter une humiliation supplémentaire et le dissuader de continuer à vouloir passer en force ? Ils peuvent déjà s'engager à renforcer leur propre présence militaire dans l'Arctique dans la cadre de l'Otan pour dégonfler l'argument sécuritaire mis en avant par Donald Trump et commencer par déployer dès maintenant au Groenland des forces militaires supplémentaires, et pas seulement danoises, même à une échelle symbolique à ce stade.

Les questions de sécurité ne sont cependant évidemment qu'un prétexte pour Donald Trump. Les Etats Unis disposent déjà d'une base militaire au Groenland. Et Danois et Européens sont déjà prêts à renforcer leur présence militaire dans l'Arctique pour faire face aux tensions qui s'y développent.

Comme au Vénézuéla, le vrai sujet pour le Président américain est celui des matières premières et des richesses que recèle le sous-sol du Groenland. Sur ce plan, Danois, Groenlandais, Européens et Américains pourraient sans doute s'entendre pour considérer ces ressources potentielles comme stratégiques et en bloquer l'accès en particulier aux entreprises minières chinoises ou russes.

Bien que dépendant du Danemark, le Groenland n'appartient pas à proprement parler à l'Union Européenne. Le Danemark avait adhéré en 1973 à ce qui était à l'époque la Communauté Economique Européenne (CEE). Mais en 1982, les habitants du Groenland avaient décidé par un référendum de s'en retirer, notamment pour ne pas avoir à dépendre de la politique commune de la pêche. Le Groenland est alors devenu un simple territoire d'outre-mer associé à l'Union, comme la Nouvelle-Calédonie ou la Polynésie française. La législation européenne ne s'y applique pas mais ces régions bénéficient notamment de l'absence de droits de douane pour leurs exportations vers l'Europe.

Sans réintégrer formellement le Groenland au territoire de l'Union, ce qui supposerait d'enclencher un processus juridique complexe (et supposerait bien sûr que les Groenlandais soient d'accord cette fois-ci) les Européens peuvent décider d'étendre au Groenland la protection offerte par l'article 42 paragraphe 7 du Traité de l'Union qui prévoit qu'« au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir ».

Il suffit pour cela d'adopter à l'unanimité une simple déclaration interprétative additionnelle au Traité au Conseil Européen. Un tel texte ne modifie pas les Traités et ne nécessite donc aucune ratification par les Parlements nationaux. Ils pourraient enfin bien sûr menacer les Etats Unis de mesures de rétorsion économiques si Donald Trump décidait de passer outre, via notamment l'instrument anti-coercition dont l'Union s'est dotée en 2023, en particulier vis-à-vis des géants de la tech américaine.

III • Donald Trump ne respecte que ceux qui lui résistent

Il faut évidemment mesurer précisément la riposte européenne, compte tenu en particulier de l'enjeu ukrainien, mais le moment est manifestement venu avec cette affaire du Groenland de sortir enfin de la politique de profil bas vis-à-vis de Donald Trump qui prévaut depuis un an.

Celle-ci renforce l'eurosepticisme et n'a rapporté que des humiliations supplémentaires à l'Union et à ses dirigeants tout en encourageant le Président américain à aller toujours plus loin dans ses exigences de plus en plus exorbitantes à notre égard. Donald Trump ne respecte que ceux qui lui résistent.